

L'armée belge, un malade en pleine revalidation

Après des années de désinvestissement, la Défense est l'objet de toutes les attentions depuis le début du conflit en Ukraine. Son budget pourrait encore être augmenté : au sein du gouvernement, l'idée d'atteindre 2 % du PIB fait débat.

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

Pour la première fois de son histoire, l'Otan a décidé d'activer ses forces de réaction rapide dans le cadre d'un conflit. Voici trois semaines, des centaines de militaires préparés durant toute l'année 2021 ont donc été envoyés sur la base de Constanta, en Roumanie, afin de constituer une force de dissuasion suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Parmi ces militaires d'élite figurent, pour l'instant, 300 Belges issus de diverses unités, dont le Génie d'Amay et les Lanciers de Marche-en-Famenne. La ministre de la Défense, Ludivine Dedonder (PS), a déjà annoncé que des troupes étaient encore disponibles en cas de besoin. Pour combien de temps ? Car l'armée belge n'est plus que l'ombre de ce qu'elle a été. Etat des lieux.

A la fin des années 80, moment qui correspond à la fin de la guerre froide, l'armée belge comptait encore 92.000 militaires, dont 35.000 militaires, montrent les statistiques de l'état-major. Actuellement, ils sont 24.538. Une hécatombe. « C'est le ministre Léo Delcroix qui a suspendu le service militaire », explique Wally Struys, économiste spécialisé en matière de Défense. « Il a aussi gelé le budget de la Défense entre 1992 et 1997 avant que le gouvernement Verhofstadt ne l'indexe durant deux ans à partir de 1999. Puis la chute a continué. »

« Au début des années 90, la Défense possédait encore des obusiers chenillés M108 et M109, des chars Léopard, des missiles antiaériens à moyenne portée et à longue portée ou encore des chars antiaériens Guépard et des canons anti-atmosphériques », rappelle Laurent Schmitz, délégué permanent de la CGPM, la centrale générale du personnel militaire. « De tous ces moyens, il ne reste plus rien. A la même époque, la Belgique disposait de 106 Mirage V et de 160 F-16. Il reste aujourd'hui une cinquantaine de F-16 modernisés en état de combattre. L'effectif de la Défense correspond à celui de la gendarmerie avant sa dissolution. »

Un budget qui a plongé

Comme l'indiquent les statistiques de la Banque mondiale, en 1984, la Belgique consacrait encore 3 % de son PIB aux investissements militaires. En 2019, ce chiffre était tombé à 0,893 %. Il est aujourd'hui de 1,2 % et la ministre Dedonder a obtenu du gouvernement qu'il monte à 1,54 % pour 2030. L'Otan insiste pour qu'il atteigne 2 %. « Si on avait continué à investir normalement, on y serait », constate Wally Struys. « Au total, nous avons perdu 2,4 milliards. C'est le budget d'une année. »

« Le désinvestissement dans l'armée, de nombreux pays l'ont connu après la chute du Mur », commente l'amiral Michel Hofman, chef de la Défense. « Trop longtemps, le budget de la Défense a servi de variable d'ajustement pour le budget du pays. Quand on n'investit pas pendant vingt ans dans sa maison, il ne



Parmi les centaines de militaires d'élite envoyés il y a trois semaines dans le cadre de l'Otan sur la base de Constanta, en Roumanie, figurent, pour l'instant, 300 Belges issus de diverses unités, dont le Génie d'Amay et les Lanciers de Marche-en-Famenne.

© BELGA

faut pas s'étonner de devoir dépenser de gros budgets pour la remettre en état. Ce qui se passe actuellement, c'est un grand pas en avant. Il en faudra encore certainement par la suite. Renouveler un tiers du personnel et une grande partie du matériel, ça prendra au moins cinq ans. »

Aujourd'hui, une phase de recrutement massif est en cours. « Si rien n'avait été fait, à la fin de la législature, on serait arrivé à 20.000 militaires », estime la ministre, qui a mis en place, en décembre 2020, un groupe d'experts pour analyser les nouvelles menaces et y apporter des solutions à travers une nouvelle vision stratégique. « Ça a pris un an et le plan Star a pu être présenté avant la crise en Ukraine. Il offre 10,4 milliards pour reconstruire la Défense et arriver à 29.000 militaires pour 2030. En avril, j'avais obtenu la revalorisation salariale du personnel. »

Du personnel et du matériel

Cette décision n'arrive-t-elle pas trop tard ? « Tout aurait dû être fait avant, comme créer une composante cyber ou anticiper les départs à la pension », déplore la ministre. « Ça, on ne le découvre pas au dernier moment. Ce sont des choix politiques qui ont été faits. Pour moi, ce qui compte, c'est d'avoir une opérationnalité sur le territoire national et à l'étranger. Il faut avoir à la fois la protection du soldat, le détachement complet qui lui permette de faire un déploiement correct et la soutenabilité. Nos déploiements sont toujours de courte durée car on n'a pas le personnel et le matériel suffisant pour tenir sur la

longue durée. Aujourd'hui, on ne sait pas multiplier les déploiements Otan. C'est un casse-tête. D'où l'absolue nécessité d'avoir mis des budgets pour pouvoir le faire. »

« Sur le long terme », embraie Dimitry Modært, président du SLP Défense, « une opération comme celle menée en Roumanie nécessite trois détachements : un sur place, un qui récupère et un qui se prépare. Et il faut le matériel nécessaire pour opérer des rotations. On peut y arriver mais, s'il y a de la casse, ça ne va plus aller. C'est dû au désinvestissement dans le personnel. Nous manquons cruellement de mécaniciens et d'électromécaniciens pour maintenir un niveau d'opérationnalité. »

Malgré ça, avec ses moyens, la Belgique est présente lorsque la situation internationale le nécessite. « Certains pays, comme l'Allemagne, investissent plus et ont plus de moyens, sans pour autant aller en opération aussi souvent que nous le faisons », constate Wally Struys. « Le fait que l'on soit présents en Roumanie est d'ailleurs très apprécié », ajoute l'amiral Hofman. « On me le dit. »

Un principe de dualité

Sur la base du conflit en Ukraine, certains observateurs plaident pour que la Belgique se dote à nouveau de chars et de véhicules chenillés. « Est-ce que la Défense, c'est acheter tout et être spécialiste en tout ? Non », répond Ludivine Dedonder. « La Défense belge ne sait pas faire ça. Il y a peu de pays qui savent encore le faire. J'ai prévu 1,8 milliard en recherche et développement pour travailler en amont avec les entreprises belges pour les développements

capacitaires futurs, comme le futur avion de chasse européen. » « Si on veut être prêts à tout dans tous les domaines, ça n'est pas 2 %, mais 4 % du budget qu'il faudrait à l'armée », ajoute l'amiral Hofman. « Tout a un prix. »

« Chaque pays doit pouvoir se rééquiper au niveau national », poursuit la ministre. « Mais on fait partie d'une alliance et on est des partenaires au niveau européen. L'objectif est aussi de renforcer l'Europe de la Défense, investir dans des capacités européennes grâce auxquelles on peut travailler ensemble. Le programme CaMo, conclu avec la France pour l'achat de 400 véhicules blindés, et celui passé avec les Pays-Bas sur l'acquisition de six chasseurs de mines et de deux frégates, c'est très utile. Ça doit être la logique dans un maximum de capacités. Quand on renforce le pilier européen, c'est utile à l'Otan. Ce n'est pas une logique anti-Otan comme certains le pensent. »

Le principe de la ministre est la dualité. « Le matériel dans lequel on va investir prochainement pour du déploiement doit aussi nous servir lors d'une crise sur le plan national, comme lors des inondations », estime la Tournaisienne. « Ça convient au personnel car, avec ce matériel, il sait aussi qu'il assure sa sécurité. Il faut investir juste avec le budget dont on dispose. »

D'aucuns ont déclaré que les militaires belges sont partis en Roumanie avec du matériel inadéquat et incomplet. « Ils sont partis full équipés et avec le matériel dont ils ont besoin », réplique Ludivine Dedonder. « Par contre, ce qui est vrai, c'est qu'à force d'avoir toujours dû fonctionner avec le minimum, à Marche, ils n'avaient pas toute la logistique et les véhicules nécessaires pour partir. Il a fallu rapatrier de toutes les unités les éléments nécessaires pour assurer le déploiement. Des moyens logistiques supplémentaires ne seront donc pas de trop. D'où mon souhait de créer un hub logistique. » Un hub, il en est aussi question pour la composante médicale, qui souffre aussi d'une longue période de désinvestissement. La reconstruction est là aussi en marche.



Le matériel dans lequel on va investir pour du déploiement doit aussi nous servir lors d'une crise sur le plan national, comme lors des inondations

Ludivine Dedonder
Ministre de la Défense

”